

Oh les gauchos, vous dites quoi du Pakistan qui accepte les demandes islamistes et retient Asia Bibi ?

écrit par Christine Tasin | 3 novembre 2018



Le Pakistan, doux modèle du vivre ensemble, n'est-ce-pas, Macron ? N'est-ce pas, Méluce ? N'est-ce pas, Castaner ?

Asia Bibi avait été relaxée et nous avions bu le champagne...

<http://resistancerepublicaine.com/2018/10/31/pakistan-asia-bibi-est-libre/>

Las ! Deux jours d'émeutes des musulmans ont eu raison des autorités pakistanaïses réclamant à coups d'émeutes l'exécution d'Asia Bibi.

Ils ont obtenu et qu'elle soit interdite de quitter le Pakistan (et comme elle n'a pas de passeport et que le

gouvernement ne va pas prendre le risque de provoquer les salopards , ce n'est pas pour demain la veille) et qu'elle soit à nouveau jugée...

Bref, ils ont obtenu qu'elle demeure en prison à vie ou qu'elle meure. Parce que, si elle sort de prison, elle est morte.

Morte pour avoir bu un verre d'eau tiré d'un puits réservé aux musulmans...

Asia Bibi reverra-t-elle un jour ses 5 enfants ? J'ai envie de hurler en posant cette question tragique.



Ils ont même obtenu qu'ait lieu une juridiction exceptionnelle, afin qu'elle soit à nouveau jugée... et condamnée, n'en doutons pas. Les juges qui l'ont acquittée devront eux aussi quitter le Pakistan pour s'en sortir, l'avocat d'Asia Bibi vient de le quitter en urgence... et tous ses proches, tous ceux qui l'ont aidée, font des pieds et des mains pour pouvoir s'enfuir. Tant le gouvernement pakistanais, comme le nôtre, se montre incapable d'imposer la loi. Pourtant ils ont des fusils, des chars... Quoi faire à part tirer à la kalasch sur ces chiens hystériques ?

Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Parce que l'armée, infestée, a refusé de faire respecter la loi. C'est ça qu'ils veulent, Castaner, Belattar, Macron...

J'ai le coeur serré, je pleure pour Asia Bibi, et j'ai la

haine, plus que jamais, de cette saloperie d'islam.

Eh bien vous savez quoi, les juges peuvent bien me condamner, il me suffit de voir la gueule de ces musulmans assoiffés de sang pour savoir que, plus que jamais, j'ai raison, et que, plus que jamais, nous devons nous battre, jusqu'à la mort s'il le faut, pour que la France ne devienne pas le Pakistan.



Les islamistes du Pakistan l'ont emporté. Après trois jours de manifestations contre [la décision de la Cour suprême d'acquitter la chrétienne Asia Bibi](#), **le gouvernement pakistanais a accepté, vendredi 2 novembre, d'engager une procédure visant à l'empêcher de [sortir](#) du pays. L'accord passé entre les deux parties, composé de cinq points, prévoit aussi que le gouvernement ne s'oppose pas au dépôt d'une requête en révision du jugement de la Cour suprême.**

La femme de 52 ans, mère de cinq enfants, était incarcérée depuis sa condamnation à mort en 2010 pour blasphème. Sa famille espérait [partir](#) avec elle à l'étranger pour sa sécurité, avant que les islamistes ne fassent [plier](#) le gouvernement. Asia Bibi est toujours en prison, selon son avocat Saif ul-Mulook, cité par l'AFP, et elle ne peut pas [quitter](#) le pays avant l'examen de la requête. Son avocat lui-même a quitté le pays samedi, déclarant [craindre](#) pour sa vie après des menaces.

Dès l'annonce de son acquittement, mercredi, les islamistes étaient descendus dans la rue pour [réclamer](#) sa pendaison et la mort des juges. **Après [avoir](#) adopté un ton ferme vis-à-vis des manifestants, le premier ministre pakistanais, Imran Khan, parti en Chine pour une visite de quatre jours alors qu'il est aussi en charge du ministère de l'intérieur, a finalement cédé à leurs demandes.** Mercredi soir, il avait prévenu que l'Etat ne « *tolérerait pas le sabotage* » et « *prendrait ses responsabilités* » si nécessaire.

Mais la décision de l'armée, vendredi matin, de [rester](#) en retrait, a sans doute pesé dans la décision du gouvernement d'opter pour la [négociation](#). Vendredi, les manifestants ont bloqué les principales artères des grandes villes du pays et ont brièvement pénétré dans la « zone rouge » d'Islamabad, quartier qui réunit les principales institutions de l'Etat pakistanais, telles que le Parlement et la résidence du premier ministre. La plupart des écoles étaient fermées et le réseau mobile a été coupé une bonne partie de la journée dans les grandes villes. Les manifestations ont pris fin dans la nuit de vendredi à samedi

Depuis le durcissement du code pénal condamnant le blasphème, en 1986, sous la dictature du général Zia-ul-Haq, grand artisan de l'islamisation du Pakistan, les accusations se sont multipliées dans le pays, au risque de [servir](#) de prétexte pour [régler](#) des conflits personnels. Dans le cas d'Asia Bibi, c'est une dispute qui a mal tourné : cette employée agricole avait bu un verre d'eau provenant d'un puits réservé en principe aux musulmans, et a été dénoncée par des voisines avec lesquelles sa famille était en froid. Les juges l'ont finalement acquittée au « *bénéfice du doute* ». Les minorités religieuses, qui ne dépassent pas 3 % de la population du Pakistan, sont les cibles de plus de la moitié des plaintes déposées pour blasphème.

« *Encore une capitulation* », regrette le quotidien libéral pakistanais *Dawn*, dans son éditorial de samedi. Sous la pression des groupes religieux extrémistes, Imran Khan était déjà revenu, début septembre, sur sa décision de [nommer](#) un [conseiller](#) économique issu de la minorité ahmadie au Comité de conseil économique, fraîchement créé pour [remédier](#) aux importantes difficultés financières traversées par le pays. Atif Mian est un professeur d'économie pakistano-américain de la prestigieuse université de Princeton. Mais les croyances des Ahmadis sont considérées comme blasphématoires et leur communauté est persécutée de longue date au Pakistan, car ses membres croient en un prophète postérieur à Mahomet.

En novembre 2017, Islamabad avait déjà été paralysée pendant près de trois semaines par des manifestants pour des motifs similaires. Leur colère avait été déclenchée par un changement de formulation du serment que prononcent tous les candidats à des élections, et où la phrase « *Je jure solennellement* » avait été remplacée par « *Je crois* », pour [affirmer](#) que Mahomet est le dernier prophète de l'islam. Un fléchissement à peine perceptible, mais qui équivalait, selon les manifestants, à un

blasphème.

Le ministre de la justice pakistanais, Zahid Hamid, avait alors dû [présenter](#) sa démission. A cette époque, Imran Khan s'était bien gardé de [critiquer](#) les manifestations. Il faisait campagne pour les élections législatives de juillet 2018, et avait promis de [défendre](#) la loi du blasphème pour s'assurer du soutien de la droite religieuse.